

La dette publique des pays du Nord

Damien Millet
CADTM

www.cadtm.org

www.audit-citoyen.org



Menu du jour

- Dette publique et austérité
- Origines et responsabilités
- Dette illégitime ? Dette odieuse ?



Dettes publiques et austérité



Dette publique ?

- Dette des administrations centrales (Etat et divers organismes nationaux)
- Dette des administrations locales
- Organismes de sécurité sociale



Evolution de la dette publique de la France

Année	Dette en % du PIB	Dette en milliards d'euros
1979	21,1	83
1983	26,6	170
1995	55,5	663
2007	64,2	1 212
2010	82,3	1 591

Les chiffres de la dette publique en 2010

	PIB (Mds €)	Dette (% PIB)	Dette (Mds €)
France	1 933	82,3	1 591
Allemagne	2 477	83,2	2 061
Belgique	354	96,2	341
Espagne	1 051	61,0	641
Grèce	227	144,9	329
Irlande	156	94,9	148
Italie	1 556	118,4	1 842
Portugal	173	93,3	161
Zone euro à 17	9 176	85,4	7 836
Royaume-Uni	1 700	79,9	1 358
UE à 27	12 257	80,2	9 830
États-Unis	10 898	93,6	10 200
Japon	4 122	199,7	8 232

Leur AAA

- Austérité Austérité Austérité
- Ils prétendent qu'on vit au-dessus de nos moyens, alors que droits fondamentaux bafoués et pauvreté en hausse depuis 2004
- Prétexe de la crise pour imposer des reculs sociaux et briser les reins des mouvements sociaux qui résistent
- Austérité terrible et contre-productive



Rafales d'austérité en Europe

- réduction ou gel des salaires des fonctionnaires et des retraites
- licenciement ou non-renouvellement de fonctionnaires
- réduction des prestations sociales (famille, chômage, logement, retraites...)
- démantèlement des services publics
- baisse du salaire minimum
- recul progressif de l'âge de départ à la retraite
- hausse de la TVA
- privatisations
- réformes du marché du travail permettant de licencier plus facilement et à moindre coût...



Dividendes et bonus en hausse

- Entre 2006 et 2011, la rémunération des grands patrons du CAC 40 a bondi de 34% et les dividendes versés à leurs actionnaires ont augmenté de 31%.
- Les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 devraient atteindre 37,3 milliards d'euros en 2011, soit 43% des bénéfices engrangés, dont 5,38 milliards pour Total et 3,71 pour France Télécom.



Origines et responsabilités



Des dépenses publiques trop élevées ?

- Moyenne 1990-2000 : 52,8% du PIB
- Moyenne 2000-2009 : 52,9% du PIB
- Stabilité des dépenses publiques
- La cause de la crise est ailleurs



Les raisons de cette croissance exponentielle

- hausse des taux d'intérêt
- contre-réforme fiscale des années 1980-2000 avec riches doublement gagnants
- crise depuis 2007-2008, provoquée par les banques et les zinzins



Les prélèvements obligatoires en France

- Administrations centrales : baisse de 18,8% du PIB en 1980 à 14,6% en 2008
- Part dette des administrations centrales dans dette publique : de 61 % en 1980 à 86 % en 2008
- Part des administrations locales et de la Sécurité sociale en baisse : recettes et dépenses ont progressé de manière comparable



Le rôle de la crise et ses responsables

- N°1 incontestable : les banques et les institutions financières privées
- Institutions européennes inadaptées
- Complicité des dirigeants européens
- FMI pompier pyromane
- BCE, à l'indépendance factice



Une crise provoquée par les banques

- 2000 : éclatement de la bulle internet, capitaux vers matières premières et immobilier
- 2007 : crise des subprimes
- plans d'aide : refusés au Sud, pas de prise de contrôle, pas de restriction aux spéculateurs
- argent apporté aux banques en partie recyclé vers pays européens périphériques
- politique du choc différée, retour FMI en Europe



L'UE la plus touchée

- *En 2007-2008, une douzaine de banques européennes ont été sauvées : IKB et Commerzbank (Allemagne), Northern Rock et Royal Bank of Scotland (Royaume-Uni), ABN AMRO (Pays-Bas), Fortis, Ethias et KBC (Belgique), Dexia (France, Belgique), les banques irlandaises...*
- *Crise + forte en Europe car BCE inadaptée, financement par banques privées + aux USA, dette surtout fédérale et achetée par Fed*



- *« Selon les estimations du FMI, les pertes encourues par les banques européennes entre 2007 et 2010 en raison de la crise se montent à près de 1 000 milliards d'euros, soit 8 % du PIB de l'UE. L'UE et ses États membres ont adopté un éventail de mesures sans précédent afin de rétablir la stabilité du secteur bancaire et de veiller à ce que les flux de crédits destinés à l'économie réelle se maintiennent, mais c'est le contribuable qui a, en fin de compte, payé la facture. Dans ce contexte, la Commission européenne avait approuvé, en octobre 2010, 4 600 milliards d'euros de mesures d'aides d'État en faveur d'établissements financiers, dont plus de 2 000 milliards d'euros ont été effectivement utilisés en 2008 et 2009. »*

Document de travail de la Commission européenne



Une Europe inadaptée

- Article 101 du traité de Maastricht, repris dans l'article 123 du traité de Lisbonne : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres [...] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales, aux autres autorités publiques* ».
- Les banques privées empruntent à la BCE entre 1 et 1,5%, alors qu'elles prêtent sur une durée de trois mois à la Grèce à des taux d'environ 4 ou 5%.



UE : une crise politique

- Désaccords franco-allemands persistants
- Traités régulièrement remis en cause
- Refus du Royaume Uni et de la République tchèque de signer un nouveau traité
- Nain politique, avec un président du Conseil européen inaudible



Goldman Sachs au pouvoir

- BCE->Grèce : Lucas Papademos
- GS->Grèce : Petros Christodoulos
- GS->BCE : Mario Draghi
- GS et CE->Italie : Mario Monti
- OMC et GS->Irlande : Peter Sutherland
- Lehman->Espagne : Luis de Guindos



Prêts du FMI (en Mds \$)

Année	Montant
2003	96,6
2004	85,8
2005	40,6
2006	14,7
2007	9,5
2008	27,0
2009	58,3
2010	85,6
2011	124,6

Dette odieuse ? Dette illégitime ?



Dette odieuse

- *« Si un pouvoir despotique contracte une dette non pas pour les besoins et dans les intérêts de l'État, mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, etc., cette dette est odieuse pour la population de l'État entier [...]. Cette dette n'est pas obligatoire pour la nation ; c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée, par conséquent elle tombe avec la chute de ce pouvoir. »*

Alexander Nahum Sack



Des exemples clairs en Europe

- Grèce : dictature des colonels
- Portugal : dictature de Salazar
- Espagne : dictature de Franco
- Mais cadre de Sack trop restreint et nécessité de l'élargir



Trois critères

- absence de consentement : la dette a été contractée contre la volonté du peuple
- absence de bénéfice : les fonds ont été dépensés de façon contraire aux intérêts de la population
- connaissance des intentions de l'emprunteur par les créanciers



Absence de consentement

- Grèce : programme d'austérité en mai 2010 sans ratification parlementaire (contraire à la Constitution), référendum Papandréou
- Irlande : Kenny élu en février 2011 contre programme signé par son prédécesseur, mais applique la même austérité
- Portugal : accord signé par le gouvernement démissionnaire de José Socrates



Absence de bénéfice

- Conditionnalités imposées par la troïka : brutales pour les peuples (austérité)
- Violation de la Charte des Nations unies qui cherche à favoriser, dans son article 55, « le relèvement des niveaux de vie, le plein-emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social ».



En connaissance de cause

- Instructions dictées par la troïka
- Présence permanente à Athènes
- Dirigeants nommés par les créanciers
- Lettre BCE sur l'Italie



Dette illégitime ?



Taux d'imposition sur la tranche la plus élevée des revenus

Pays	1986	2002	2007
France	65 %	50,1 %	40 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %

Taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés

• Pays	1986	2006
• France	45 %	33,3 %
• Allemagne	56 %	26,37 %
• Belgique	45 %	33,99 %
• Irlande	50 %	12,5 %
• Italie	36 %	33 %
• Pays-Bas	42 %	25,5-29,6 %
• Royaume-Uni	35 %	0-30 %
• Suède	52 %	28 %

Taux réel d'imposition des entreprises

- Taux réel d'imposition : 22 %
- Mais... optimisation fiscale (report illimité des déficits cf France Télécom et SFR) et filiales dans des paradis fiscaux (plus de 1 400 pour les entreprises du CAC 40)
- Taux réel d'imposition des entreprises du CAC 40 : 8 %



Mais aussi...

- Hausse du taux de TVA
- Baisse de l'impôt sur les grandes fortunes : seuil d'imposition de 800 000 à 1,3 million d'euros
- 2011 : taux d'imposition entre 0,55 % et 1,8 %
- 2012 : 0,25 % (patrimoine entre 1,3 et 3 millions d'euros) ou 0,5 % (patrimoine > 3 millions d'euros), avec imposition dès le premier euro
- Patrimoine de 10 millions d'euros : impôt de 110 595 euros en 2011 contre 50 000 en 2012.
- Coût : 2 milliards d'euros par an pour l'État



Rapport Carrez

- *« Entre 2000 et 2009, le budget de l'État aurait perdu entre 101,2 – 5,3 % de PIB – et 119,3 milliards d'euros – 6,2 % de PIB – de recettes fiscales »*
- *En l'absence de telles mesures, « le déficit public et la dette publique brute se seraient établis à 3,7 % et 54,6 % du PIB en 2009, au lieu de 7,5 % et 77,4 %. Un excédent aurait été dégagé trois années de suite, de 2006 à 2008. Enfin, la dette publique brute serait passée sous la barre des 50 % du PIB en 2007 et 2008 »*



- « *Les circonstances dans lesquelles une dette a été accumulée peuvent affecter le regard du débiteur sur sa 'légitimité' et sa propension à la rembourser. »*

Rogoff-Reinhart

- Est-ce légitime de demander à tous, et en particulier aux plus pauvres, de payer pour cela ?
- On veut nous faire payer une dette qui n'est pas la nôtre !



